

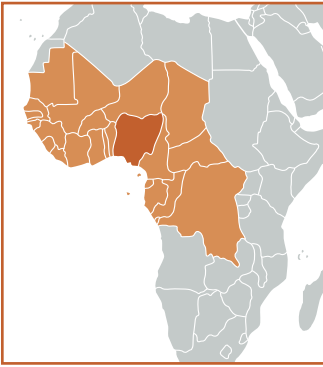


Ouvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté au **Nigéria**

La pauvreté rurale au Nigéria

En dépit des ressources abondantes et de la richesse pétrolière dont le Nigéria est doté, la pauvreté est généralisée dans le pays. Depuis la fin des années 90, la situation s'est aggravée, au point que le Nigéria est désormais considéré comme l'un des 20 pays les plus pauvres au monde. Plus de 70 pour cent de la population se classe dans la catégorie des pauvres et 35 pour cent d'entre eux vivent dans la pauvreté absolue.

La pauvreté sévit plus particulièrement dans les zones rurales, qui disposent de services sociaux et d'infrastructures limités, voire inexistantes. La grande majorité des habitants des campagnes sont pauvres et tirent leur alimentation et leurs revenus de l'agriculture. Environ 90 pour cent de la production alimentaire du pays est assurée par des petits paysans qui cultivent des parcelles minuscules et sont tributaires de la pluie puisqu'ils pratiquent une agriculture non irriguée. Il ressort des enquêtes réalisées que, sur l'ensemble du territoire, 44 agriculteurs et 72 agricultrices sur cent cultivent des parcelles d'une surface inférieure à 1 ha par ménage. Les femmes jouent un rôle prépondérant dans la production, la transformation et la commercialisation des cultures vivrières. L'agriculture de subsistance permet tout juste aux groupes de population les plus pauvres de vivre, mais la nourriture vient souvent à manquer dans la période qui précède les récoltes. Une part importante des ruraux pauvres souffre de malnutrition et d'autres pathologies liées à une alimentation de mauvaise qualité. En outre, la population rurale paie un lourd tribut à la pandémie de VIH/sida.



Au sein des populations rurales, les femmes et les ménages dirigés par une femme sont plus souvent victimes de la pauvreté chronique. Leur statut social étant inférieur à celui des hommes, les femmes ont moins accès à l'éducation et à la formation, problème particulièrement sensible en matière de soins à donner aux enfants et de soins de santé. Pourtant, les femmes jouent un rôle important dans l'économie rurale: tandis qu'un nombre croissant d'hommes ont quitté les campagnes pour chercher un emploi au cours des dernières décennies, le nombre de ménages dirigés par une femme est en nette augmentation. Or les femmes ont du mal à assumer la double charge de travail – domestique et agricole – qui retombe sur leurs épaules. La malnutrition est un problème fréquent dans cette catégorie de ménages.

Au sein de la population rurale pauvre, les autres catégories vulnérables sont les jeunes couples avec enfants et les personnes handicapées ou âgées qui n'ont pas de famille pour les prendre en charge.

Globalement, la pauvreté rurale n'est pas concentrée dans certaines régions spécifiques, mais plutôt répartie sur tout le territoire du pays. Toutefois, dans certaines zones, la situation risque d'empirer considérablement; c'est le cas, par exemple, dans la partie nord du pays, frontalière avec le Niger: cette région densément peuplée est aride et peu propice à l'agriculture, et l'environnement y est dégradé. Par ailleurs, les villages de pêcheurs qui vivent dans les mangroves et sur le littoral atlantique sont parmi les plus pauvres du Nigéria.

Au Nigéria, les infrastructures rurales sont à l'abandon depuis longtemps, tandis que les investissements en faveur de la santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau ont été concentrés sur les villes. En conséquence, l'accès de la population rurale à des services comme l'école ou les dispensaires est extrêmement limité, et la moitié de la population environ n'a pas accès à une eau de boisson salubre. Les possibilités d'éducation limitées et le mauvais état de santé entretiennent le cercle vicieux de la pauvreté.

Le fait que les infrastructures rurales aient été négligées a également eu pour effet de réduire la rentabilité de la production destinée à la vente. Le réseau de routes rurales nigérian est l'un des moins développés d'Afrique subsaharienne. Souvent, les pauvres vivent dans des villages isolés qui sont parfois quasiment coupés du monde pendant la saison des pluies. Lorsqu'il existe, après la récolte, un excédent susceptible d'être commercialisé, il est difficile de le faire accéder aux marchés. En outre, ces difficultés empêchent les petits paysans de disposer d'intrants, d'équipements et de technologies nouvelles. Ces moyens de production faisant défaut, les rendements sont faibles. L'accès insuffisant aux engrais est un vrai problème dans de nombreuses régions du pays, car les paysans sont confrontés à une baisse de la fertilité des sols. Cette situation est aggravée par le fait que bon nombre de paysans ne peuvent cultiver que de petites parcelles.

Au fur et à mesure que la population s'accroît, les ressources sont mises à rude épreuve, et les problèmes d'environnement s'aggravent, ce qui compromet d'autant plus la production vivrière. L'agriculture intensive, la déforestation et le surpâturage induisent une dégradation des terres qui prend déjà des proportions inquiétantes dans de nombreuses régions du pays. Les sécheresses sont devenues fréquentes dans le nord, tandis que dans le sud et le sud-est, l'érosion causée par les fortes pluies et les inondations est très préoccupante, ainsi que la pollution pétrolière. Une part importante des forêts primaires nigérianes et de la flore et la faune sauvages qu'elles abritent est en voie de disparition.



Éradiquer la pauvreté rurale au Nigéria

La Stratégie nationale pour l'autonomisation et le développement économiques adoptée en 2005 par le gouvernement nigérien définit les mesures et les stratégies retenues afin de favoriser la croissance économique dans le pays. Le principal but poursuivi consiste à réduire la pauvreté. Le gouvernement est particulièrement préoccupé par l'aggravation de la pauvreté rurale, la hausse du taux de chômage des jeunes et la marginalisation des femmes.

Des mesures, des lois et des programmes de développement nouveaux ont été élaborés afin de réduire la pauvreté en s'attaquant à ses principales causes: les insuffisances sur le plan de la gouvernance, les conflits au sein de la société, le manque d'innovations technologiques qui handicape la productivité, et la dégradation de l'environnement qui aggrave la pauvreté en appauvrissant les ressources naturelles. La stratégie de réduction de la pauvreté comporte quatre volets:

- autonomisation de la population moyennant le renforcement des capacités, la formation et la participation à la vie politique
- affectation de crédits pour accompagner la démocratisation et la décentralisation des pouvoirs
- affectation de crédits supplémentaires en faveur des pauvres dans le cadre de programmes mis en place par l'État
- mesures de réforme de la politique économique encourageant le secteur privé à jouer un rôle moteur dans le développement économique et les services financiers à destination des ruraux pauvres

Le gouvernement reconnaît qu'il est primordial de renforcer l'autonomie des populations afin qu'elles puissent concevoir et gérer par elles-mêmes les actions en faveur du développement. Les mesures ciblant les communautés rurales pauvres visent notamment à leur permettre d'accéder au crédit et à la terre ainsi qu'aux services de vulgarisation agricole et aux intrants. Le gouvernement s'est en outre fixé comme priorité de faire progresser l'approvisionnement en eau et en électricité, les routes rurales et les écoles et dispensaires en milieu rural. Afin de mieux intégrer les femmes à la vie socioéconomique du pays, leurs possibilités d'éducation et d'emploi seront développées et elles seront encouragées à participer plus activement aux activités de développement.

La mise en place de services financiers ruraux et le développement de l'accès au crédit sont indispensables pour réduire la pauvreté. À cet égard, le gouvernement a lancé une politique de développement de la microfinance et a entrepris de créer des banques spécialisées dans la microfinance.

La stratégie du FIDA au Nigéria

Pour appuyer le programme de réduction de la pauvreté rurale adopté par le gouvernement nigérien, le FIDA entend favoriser le développement économique et social dans les campagnes. Les objectifs spécifiques poursuivis consistent à renforcer l'autonomie des ruraux pauvres, en particulier les femmes, en améliorant leur accès aux ressources, aux infrastructures et aux services, et à encourager la gestion communautaire des terres, de l'eau et des biens collectifs à l'échelon local. Ces objectifs prennent en compte la nécessité d'enrayer la dégradation de l'environnement dans le pays. Les projets du FIDA portent sur des problèmes comme l'érosion et la baisse de la fertilité des sols ainsi que la gestion des ressources naturelles du littoral. Le FIDA concentre son soutien sur les axes suivants:

- donner aux petits paysans, aux sans terres et aux femmes des campagnes les moyens de produire durablement des revenus dans le cadre d'une activité agricole ou non-agricole
- encourager les réformes utiles aux pauvres et la gouvernance locale afin de développer l'accès aux informations, à des réseaux de transports efficaces, aux infrastructures villageoises et aux technologies.
- développer l'accès des communautés rurales pauvres aux services financiers et aux services sociaux

À l'échelon des pouvoirs publics, le FIDA contribue au renforcement des capacités et des organismes chargés de fournir des services aux populations rurales pauvres moyennant l'appui aux réformes politiques indispensables, le développement des organisations locales afin de favoriser leur participation réelle, et le soutien aux initiatives visant à encourager une réduction de la pauvreté et une croissance économiques rapides sous l'impulsion du secteur privé.

Nombre de projets et programmes financés au moyen de prêts: 7

Montant des financements accordés par le FIDA: 116,8 millions de USD

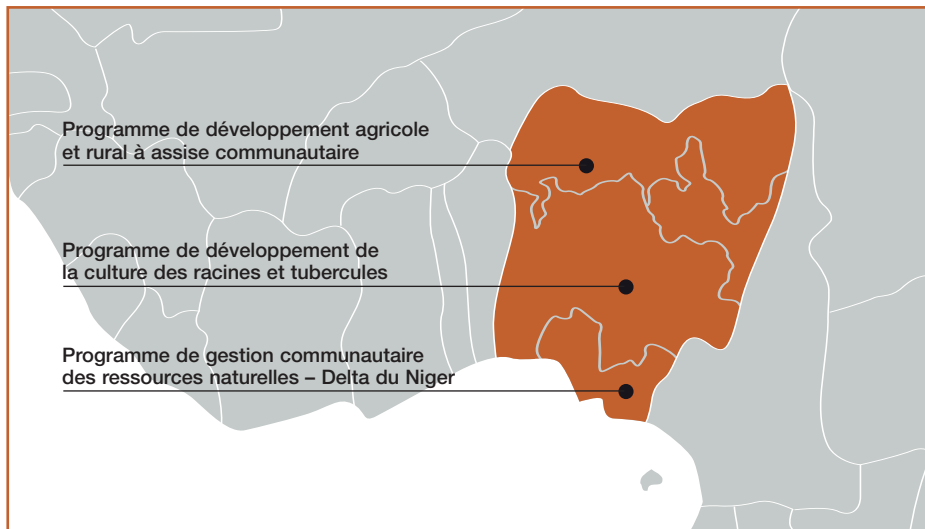
Cofinancements:

- Société de développement du Delta du Niger
- Union européenne
- Programme des Nations Unies pour le développement
- Banque mondiale

Les troubles civils aggravent la pauvreté

Pauvreté et violence vont souvent de pair. Les tensions couvent entre groupes de population de religions ou d'ethnies différentes, et se traduisent par des flambées de violence qui entraînent une aggravation de la pauvreté et de la malnutrition. La libéralisation politique engagée permet aux militants des groupes religieux et ethniques d'exprimer leur frustration plus librement, ce qu'ils font avec une violence croissante. Ces dernières années, les affrontements entre différents groupes ethniques et religieux et les menées séparatistes des indépendantistes ont fait des milliers de victimes. Depuis 1999, les violences entre chrétiens et musulmans se sont peu à peu banalisées.

Dans la région du Delta du Niger, siège de l'industrie pétrolière, un trafic florissant de pétrole volé perturbe gravement l'ordre public. Plusieurs actes de sabotage ont été commis à l'encontre des compagnies pétrolières multinationales.



Programme de gestion communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger

Dans les neuf États du Delta du Niger – Abia, Akwa Ibom, Bayelsa, Cross River, Delta, Edo, Imo, Ondo et Rivers, la pauvreté est à la fois extrême et généralisée. Pourtant il s'agit de la région la plus riche en ressources naturelles du Nigeria, puisqu'elle recèle d'importants gisements de pétrole et de gaz ainsi que de vastes forêts, des terres agricoles de bonne qualité et des réserves halieutiques abondantes. La pauvreté sévit plus particulièrement parmi les petits paysans qui produisent des cultures vivrières et au sein des communautés de pêcheurs qui ne disposent que d'un matériel rudimentaire. Ces groupes de population souffrent d'insécurité alimentaire et sont extrêmement vulnérables aux chocs environnementaux.

Dans le cadre de ce programme, un Fonds pour le développement communautaire a été mis en place afin de soutenir les initiatives des communautés dans trois domaines: développement des moyens de subsistance durables, gestion des ressources naturelles et mise en place de petites infrastructures communautaires. Le programme a pour but d'améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie des populations rurales pauvres du Delta du Niger, et s'adresse plus particulièrement aux femmes et aux jeunes. L'un des principaux problèmes à résoudre consiste à apaiser les tensions et conflits actuels en améliorant les perspectives d'emploi des jeunes et en canalisant leurs énergies vers la recherche de moyens de subsistance durables et les activités de gestion des ressources naturelles. Dans le cadre de ce programme, ces groupes de population sont incités à participer activement aux activités de développement. Il s'attache par ailleurs à renforcer les capacités aux différents échelons de l'administration afin de répondre aux besoins de ces groupes sur le plan du développement, et à consolider les partenariats entre les donateurs, les ONG et les autres organismes.

Coût total:
82,2 millions de USD

Prêt du FIDA:
15,0 millions de USD

Durée:
2005-2014

Zone concernée:
les 9 États du Delta du Niger

Bénéficiaires directs:
416 600 ménages

Cofinancement:
Société de développement du Delta du Niger (15,0 millions de USD)

Partenaires:

- Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural
- Commission pour le développement du Delta du Niger
- Association internationale de développement

Programme de développement agricole et rural à assise communautaire

Ce programme a été lancé dans huit États du nord du pays où sévit une pauvreté généralisée, à savoir Jigawa, Kano, Katsina, Kebbi, Sokoto et Zamfara au nord-ouest ainsi que Borno et Yobe au nord-est. Il s'appuie sur l'expérience de la réalisation de projets à assise communautaire que le FIDA s'est forgée dans les États septentrionaux de Sokoto et Katsina, l'objectif d'ensemble étant d'aider les groupes les plus vulnérables à améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie et à rompre le cercle vicieux de la pauvreté. Le programme s'adresse à une part importante de la population rurale, en particulier les groupes dont les activités principales ont trait à l'agriculture: les femmes, les paysans sans terre, les pasteurs nomades, les petits exploitants et ceux qui n'ont que des terres marginales. Il est conçu de manière à donner à ces groupes de population les moyens de participer aux activités de développement. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants:

- sensibiliser les prestataires de services publics et privés aux besoins des hommes et des femmes pauvres des campagnes et renforcer leurs capacités à y répondre
- renforcer les moyens d'action des communautés pauvres afin qu'elles soient en mesure de prendre en main leur propre développement et soutenir les groupes de population vulnérables
- améliorer les pratiques agricoles, résoudre les conflits entre cultivateurs et pasteurs et favoriser l'intensification de l'agriculture et de l'élevage
- installer ou améliorer la distribution d'eau salubre, l'assainissement de l'environnement, l'irrigation, les dispensaires et les écoles

Coût total:
101,6 millions de USD

Prêt du FIDA:
30,0 millions de USD

Durée:
2003-2010

Zone concernée:
huit États du nord du pays

Bénéficiaires directs:
400 000 ménages

Partenaires:
– Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural
– Association internationale de développement

Programme de développement de la culture des racines et tubercules

Dans de nombreuses régions du pays, la pression démographique qui s'exerce sur les terres se traduit par une diminution sensible de leur fertilité. Pour les paysans pauvres confrontés à une baisse de la fertilité des sols et des rendements, les engrais sont onéreux et souvent inaccessibles; dans ces conditions, le passage à la culture du manioc est souvent la meilleure solution, car il pousse mieux que l'igname sur des sols peu fertiles. Au sein des communautés les plus pauvres, le manioc tient une place importante dans l'alimentation familiale.

Ce programme a pour objectif à long terme de développer la commercialisation des racines et tubercules afin d'améliorer les conditions de vie, les revenus et la sécurité alimentaire des ménages de petits paysans les plus pauvres dans la zone concernée, et vise plus particulièrement les petits paysans qui disposent de moins de 2 ha de terres par ménage. Il utilise le système de vulgarisation en place pour introduire des variétés améliorées de racines et tubercules et des techniques de culture plus efficaces. Étant donné que les femmes jouent un rôle majeur dans la production, la transformation et la commercialisation des denrées alimentaires, notamment le manioc, le programme les encourage à participer aux essais et aux démonstrations réalisés dans le cadre des travaux de recherche. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

- mettre au point des techniques améliorées pour la production de racines et de tubercules afin d'accroître la productivité
- multiplier le matériel végétal amélioré
- mettre au point les techniques de transformation et développer les activités de commercialisation
- collaborer avec les ONG dans le domaine de la formation des agriculteurs

Grâce au programme, les nouvelles variétés de matériel végétal sont désormais plus aisément disponibles et accessibles, et la transformation et la commercialisation de la production se sont améliorées. Sur le plan commercial, le programme introduit des mesures visant à élargir la demande de racines et tubercules, s'agissant du manioc notamment. Il aidera également les communautés du groupe cible à acquérir les équipements nécessaires à la transformation.

Coût total:
36,0 millions de USD

Prêt du FIDA:
23,0 millions de USD

Durée:
2001-2010

Zone concernée:
25 États situés principalement dans le sud et le centre (*middle-belt*) du pays

Bénéficiaires directs:
560 000 ménages

Partenaires:
– Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural
– FAO
– Association internationale de développement

OPÉRATIONS ACHEVÉES

Projet de développement agricole et communautaire dans l'État de Sokoto

Coût total: 17,2 millions de USD
Prêt du FIDA: 10,0 millions de USD
Durée: 1994-2001
Zone concernée: État de Sokoto
Bénéficiaires directs: 19 600 ménages
Cofinancement: Union européenne (2,3 millions de USD), Programme des Nations Unies pour le développement (2,3 millions de USD)

Projet de développement de la pêche artisanale

Coût total: 20,0 millions de USD
Prêt du FIDA: 15,0 millions de USD
Prêt du PSA: 4,0 millions de USD
Durée: 1991-1997
Zone concernée: régions côtières de 3 États
Bénéficiaires directs: 48 000 ménages
Cofinancement: Programme des Nations Unies pour le développement (0,5 million de USD)

Projet de développement agricole et communautaire dans l'État de Katsina

Coût total: 29,0 millions de USD
Prêt du FIDA: 12,2 millions de USD
Durée: 1993-2001
Zone concernée: Partie septentrionale de l'État de Katsina
Bénéficiaires directs: 36 000 ménages
Cofinancement: Programme des Nations Unies pour le développement (2,0 millions de USD)

Projet de développement agricole intéressant plusieurs États

Coût total: 256,4 millions de USD
Prêt du FIDA: 12,0 millions de USD
Durée: 1987-1997
Zone concernée: 7 États du sud et du centre (*middle-belt*) du pays
Bénéficiaires directs: 350 000 ménages
Cofinancement: Banque mondiale (162 millions de USD)

DONS SOUS-RÉGIONAUX CLÔTURÉS

Étude des effets de l'évolution des techniques et des politiques agricoles sur la nutrition

L'objectif de ce projet de recherche consistait à améliorer la conception des politiques alimentaires et des interventions intéressant l'agriculture qui visent à répondre aux besoins nutritionnels des populations rurales pauvres. Il a notamment permis de mieux comprendre l'articulation entre les politiques publiques et les projets agricoles afin d'améliorer la nutrition et la consommation alimentaire. Dans le cadre de ce projet, les répercussions des évolutions technologiques sur les ruraux pauvres ont été étudiées, ainsi que les méthodes à adopter pour concevoir des techniques propres à répondre à leurs besoins.

Ce projet poursuivait deux principaux objectifs. Il s'agissait tout d'abord de mettre au point, d'adapter et de tester des méthodes d'analyse permettant d'évaluer les effets sur les carences énergétiques et protéiques et la consommation alimentaire des ménages induits par les projets et les politiques concernant les évolutions technologiques. Le second objectif consistait à fournir des données empiriques relatives à l'impact des projets et des politiques sur ces carences, en élaborant des indicateurs permettant de mesurer l'évolution qualitative de l'alimentation. Des études de cas ont été réalisées en Inde, au Nigéria et en Zambie, afin de tester les différentes méthodes d'analyse dans les contextes suivants:

- introduction de variétés de riz modernes dans l'État indien du Tamil Nadu
- programme d'assistance technique/commercialisation du lait dans deux régions de l'Inde
- système de complantation chez des petits paysans dans le nord du Nigéria
- politique des prix du maïs en Zambie

Coût total:
0,6 million de USD

Don du FIDA:
0,6 million de USD

Durée:
1981-1984

Zone concernée:
Inde, Nigéria et Zambie

Organisme d'exécution:
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

Partenaire:
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

Stratégie du FIDA pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre

En Afrique de l'Ouest et du Centre, la pauvreté est essentiellement rurale et le restera encore un temps. Sur un total d'environ 125 millions de pauvres pour l'ensemble de la région, près des trois quarts vivent dans les zones rurales. L'agriculture est le secteur qui apporte à lui seul la plus forte contribution à la croissance économique, aux revenus et à l'emploi.

Plusieurs facteurs importants expliquent la pauvreté rurale qui sévit en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le premier, et le plus important, est que les ruraux pauvres ne participent pas, ou très peu, aux principales décisions touchant leurs moyens d'existence. Ils sont rarement consultés sur les grandes orientations et les décisions en matière d'investissement. En outre, les campagnes ont été laissées à l'abandon de longue date, du fait que, dans les villes, les groupes de pression sont plus concentrés et donc mieux à même de faire valoir leurs intérêts.

Les conflits et le VIH/sida ont également gravement compromis les moyens d'existence de la population rurale au cours des dernières années, augmentant la vulnérabilité et risquant d'anéantir complètement les actifs des ménages touchés.

Pour accroître le revenu et améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres d'Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA s'attaquera à la masse critique des besoins prioritaires. Il s'emploiera à renforcer les capacités des hommes et des femmes pauvres en milieu rural pour les rendre plus autonomes et à consolider les institutions locales. Il s'attachera aussi à mobiliser les énergies, les ressources, les connaissances et les capacités locales et extérieures en forgeant des partenariats avec des organisations qui partagent ses objectifs et dont les démarches et les compétences techniques sont complémentaires des siennes. Dans ce but, il élaborera et exécutera des projets et programmes axés sur les résultats et l'apprentissage, souples et participatifs, équitables et attentifs à la problématique hommes-femmes, durables sur le plan à la fois de l'environnement et des institutions, et aptes à apporter des éléments utiles à l'analyse des politiques et à la concertation.

Le FIDA est déterminé à réaliser quatre principaux objectifs dans cette région:

- renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations et recentrer les politiques et les institutions de développement rural en faveur des pauvres
- accroître la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles et améliorer l'accès à la technologie
- augmenter les revenus ruraux par un meilleur accès aux capitaux et aux marchés
- réduire la vulnérabilité aux principales menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance des ruraux

Trois approches transversales essentielles seront mises en oeuvre dans la conception et l'exécution des programmes et projets appuyés par le FIDA:

- investir dans des activités axées sur la problématique hommes-femmes
- renforcer la participation
- exploiter des compétences et les savoirs locaux



Personne à contacter

Hamed Haidara
Chargé de portefeuille de pays, Nigéria
FIDA
Via del Serafico, 107
00142 Rome, Italie
Tél.: +39 0654592604
Télécopie: +39 065043463
Courriel: h.haidara@ifad.org



Bâtir un monde libéré de la pauvreté

Le FIDA est une agence spécialisée des Nations Unies, qui a pour mission de combattre la pauvreté rurale dans les régions les plus défavorisées du monde.

Au moyen de prêts à faible taux d'intérêt et de dons, le Fonds élabore et finance des projets et des programmes qui permettent aux ruraux pauvres d'échapper par eux-mêmes à la pauvreté.

Depuis le début de ses opérations en 1978, le FIDA a investi près de 9,2 milliards de USD dans 716 projets et programmes à travers le monde, qui ont permis d'aider plus de 300 millions de petits paysans, d'éleveurs, de pêcheurs, d'ouvriers agricoles sans terre, d'artisans et de membres de communautés autochtones à améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille.

Mais il ne s'agit là que d'une partie du montant total des investissements dans les programmes et projets du FIDA. Durant les 28 dernières années, 15,9 milliards de USD supplémentaires ont été apportés sous forme de cofinancement par les gouvernements, les participants aux projets, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et d'autres partenaires.

Aux côtés de ses partenaires, notamment les populations rurales pauvres, les gouvernements, les ONG, les institutions financières et de développement et le secteur privé, le FIDA s'emploie à combattre la pauvreté non seulement en tant que bailleur de fonds, mais aussi en se faisant l'avocat des ruraux pauvres. L'une de ses priorités est d'aider ces derniers à développer et renforcer les organisations qu'ils ont eux-mêmes créées pour pouvoir défendre leurs intérêts et éliminer les obstacles qui empêchent un si grand nombre d'entre eux, en particulier les femmes, de se forger une vie meilleure. C'est en effet par ce biais que les ruraux pauvres seront le plus à même de participer activement aux choix qui détermineront leur propre développement.



Ouvrir pour que les
ruraux pauvres se
libèrent de la pauvreté

FIDA

Via del Serafico, 107 – 00142 Rome, Italie
Tél.: +39 0654591 – Télécopie: +39 065043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org